



FÉDÉRATION SYNDICALE UNITAIRE

Enseignement, Education, Recherche, Culture, Formation, Insertion

Section départementale du Tarn

Motion présentée lors du CDEN du 05/09/2017

Les annonces et les décisions du gouvernement, guidées par l'austérité mettent à mal les solidarités et s'attaquent brutalement aux droits sociaux. Champagne pour les uns, potion amère pour les autres. Ce sont encore une fois, salariés, retraités, étudiants qui trinquent et doivent se serrer la ceinture. Pendant ce temps, les grands groupes et les patrons, eux se gavent de dividendes et d'argent public.

Dans le même temps, tout ne va pas mal pour les plus puissants et on comprend que le MEDEF soit, comme il le dit, sur un nuage :

- Les 500 plus grandes fortunes de France ont accumulé 570 milliards d'€ en 2016, soit + 35% en un an ;
- Les entreprises du CAC 40 ont distribué 50 milliards d'€ en dividendes pour le seul second trimestre 2017, soit le deuxième niveau mondial après les EU;
- La fraude des entreprises aux cotisations sociales est estimée entre 20 et 25 milliards d'€ ;
- L'évasion fiscale qui n'est pas le fait des salariés, coûte entre 40 et 60 milliards d'€.

En réalité, les politiques d'austérité et les cadeaux faits au grand patronat sans aucune contre partie ne relancent pas l'économie. Ils permettent juste d'augmenter les profits tandis que le chômage de masse, la précarité et la pauvreté deviennent la norme pour le plus grand nombre.

Mais nous le savons, nous ne pouvons pas servir deux maîtres à la fois. Medef ou peuple, il faut choisir et le gouvernement a choisi, sans surprise.

C'est ainsi que la loi « travail » bis, suite logique de la loi El Khomri est une régression qui s'attaque à 150 ans de conquête sociale et progressiste. Contre les tenants du néolibéralisme, nous tenons à réaffirmer qu'« *entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime, et la loi qui affranchit.* » La dérégulation, en matière sociale comme en matière financière, est l'occasion pour les puissants de faire avancer leurs intérêts mais aussi de préparer les crises de demain tandis que se délitent le tissu social et le fonctionnement démocratique.

Les fonctionnaires et les services publics, eux non plus ne sont pas épargnés :

- gel du point d'indice qui cumulé avec la hausse de la CSG provoquera mathématiquement une baisse réelle du salaire ;
- rétablissement du jour de carence ;
- suppression à venir de 120 000 postes ce qui va avoir une répercussion sur l'ensemble de la population avec une diminution des services publics ;

- la baisse des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales qui auront également une répercussion sur le quotidien de tous.

C'est pourquoi la FSU 81, avec la CGT et Solidaires, appelle pour commencer à la journée de grève et de manifestations de ce mardi 12 septembre 2017 pour dire leur opposition à la casse sociale généralisée.

Pour la rentrée prochaine, les prévisions d'effectifs élèves pour le Tarn sont en légère hausse d'après vos chiffres issus du livret de rentrée (+67 élèves). Avec une dotation de 10 postes supplémentaires et une réserve de 3 postes pour cette carte scolaire de rentrée, la situation va rester sensiblement la même que l'année précédente.

La politique d'austérité menée par les gouvernements successifs continue de mettre à mal le Service Public d'Education. La dotation du Tarn reste toujours largement insuffisante. Les seuils ne sont pas fixés en fonction de critères pédagogiques mais en fonction des moyens votés au budget de l'Etat. Le SNUipp-FSU continue de dénoncer ces seuils beaucoup trop élevés.

En cette rentrée, ce sont 13 écoles ou RPI qui ont dépassé ou atteint les seuils limites de capacité d'accueil que vous avez fixés, ou s'en rapprochent, souvent à un ou deux élèves près.

- Sont concernées les écoles d'Arfons, d'Ambres, La Clavelle et Tessonière à Gaillac, La Curveillère et Rayssac à Albi, Augustin Malroux à Blayes les Mines, Le Bez, Marssac, Salvagnac, Valence d'Albigeois.
- Sont concernés aussi le RPI de Blayes les Mines et le RPI de Fauch/Ronel/Roumegoux/Terre Clapier.

Dans cette instance, nous voterons évidemment contre toutes les fermetures, car en particulier après la rentrée, une fermeture désorganise toute une école en mettant les élèves et les enseignant-es dans des conditions plus difficiles. Cette idée était partagée par Mme la DASEN lors du CTSD de rentrée 2016.

La situation des remplacements concernant l'année scolaire 2016-2017 a été catastrophique, avec des dizaines de classes non remplacées depuis le mois de novembre et ce jusqu'aux grandes vacances. Pour faire face à cette problématique, la solution choisie par notre administration est le recrutement de contractuels non formés. Cette situation est inacceptable. Le SNUipp-FSU s'est d'ailleurs adressé à la rectrice pour demander l'allongement significatif de la liste d'attente du CRPE pour pouvoir, tout au long de l'année, recruter des personnels ayant le concours.

La situation des ULIS école est aussi très préoccupante. Dès la rentrée, les effectifs sont déjà surchargés dans la majorité des dispositifs du département :

- 6 ULIS avec 13 élèves
- 9 ULIS avec 12 élèves
- 2 ULIS avec 11 élèves
- 1 ULIS avec 10 élèves

La circulaire (2015-129) sur les « Unités localisées pour l'inclusion scolaire (Ulis), dispositifs pour la scolarisation des élèves en situation de handicap dans le premier et le se-

cond degrés » précise que l'effectif de l'ULIS école reste limité à 12 élèves. 9 dispositifs avec 13 élèves, cherchons l'erreur... Lors du CTSD de février dernier, nous vous avons déjà interpellé à ce sujet...

De plus, nous notons que ces élèves ne sont toujours pas pris en compte dans les prévisions d'effectifs que vous retenez pour calculer le P/E des écoles. Il en est de même pour les élèves de moins de 3 ans, présents sur l'école mais ne comptant pas dans le P/E lors des opérations de carte scolaire. C'est environ 500 élèves qui disparaissent lors des opérations de carte scolaire. Le SNUipp-FSU demande de comptabiliser dès ce CTSD/CDEN ces élèves dans les opérations de carte scolaire !

Les enseignant-es exigent une réelle reconnaissance, qui passe par des conditions de travail et d'enseignement améliorées et par une augmentation significative des salaires.

Pour le SNUipp-FSU des conditions décentes de travail pour les PE et d'apprentissage pour les élèves nécessitent des écoles ne dépassant pas 25 élèves de moyenne par classe et 20 en REP, dans les quartiers difficiles, les petites écoles à 2/3 classes et les écoles de montagne ou en rural isolé. Elles nécessitent aussi que les enseignant-es absent-es soient remplacé-es dans leur classe : une classe non remplacée, ce sont les conditions de travail de toute l'école qui sont mises à mal.

Pour redonner espoir aux familles, élèves et enseignants de ce département en leur donnant des conditions décentes de travail et d'apprentissage, voici les écoles dans lesquelles il faut ouvrir une classe supplémentaire pour la rentrée prochaine : *voir l'annexe cette déclaration*

La FSU est engagée dans la construction d'un autre avenir pour tous les jeunes. Les annonces du ministre de l'éducation ne vont pas dans ce sens : évaluations nationales à l'entrée en CP, débat obsolète sur les méthodes de lecture, dédoublement des CP en REP + à moyens constants, conduisant inévitablement à la suppression des PDMQDC... Le tout en musique dès la rentrée ! Le SNUipp-FSU est inquiet par ces annonces réactionnaires et refuse la régression programmée par les gouvernements successifs depuis des années

Les moyens nécessaires à une vraie refondation de l'école dans le Tarn, nous les avons chiffrés :

- ☞ **128 postes** pour qu'aucune école n'ait une **moyenne supérieure ou égale à 25 élèves par classe et 20 en REP**, dans les quartiers difficiles qui ne sont plus reconnus en éducation prioritaire, en zone montagne ainsi que les petites structures (écoles de 2 et 3 classes) ;
- ☞ **38 postes RASED** pour reconstituer 18 antennes RASED complètes avec 1 maître G, 2 maîtres E et 1 psychologue scolaire ;
- ☞ **30 postes de remplaçant-es** pour reconstituer une brigade de remplacement formation continue, soit 2% du nombre d'enseignantEs total du département ;
- ☞ **20 postes de remplaçant-es** pour qu'il n'y ait plus de classe non remplacée pendant plusieurs jours et d'enfants scolarisés dans des classes à plus de 35, voire 40 élèves quand il faut accueillir les élèves des collègues non remplacé-es ;
- ☞ **75 postes** pour revenir à un taux de scolarisation de 50 % des **enfants de moins de 3 ans** ;

- ☞ **50 postes** pour les **décharges de direction** (décharge complète à partir de 10 classes, demi-décharge de D6 à D9, quart de décharge de D2 à D5 et demi-journée de décharge pour les D1) ;
- ☞ **50 postes** comme 1ère étape de la mise en place du « **Plus de maîtres que de classe** » **version SNUipp-FSU**, qui n'a rien avoir avec la posologie homéopathique de notre ancienne Ministre, pour aller vers, à terme, 250 postes correspondant à 1 maître supplémentaire pour 5 classes ; au lieu d'aller vers sa destruction.

**Pour une vraie refondation de l'Ecole,
le SNUipp-FSU Tarn demande
la création de 391 postes**

Les hommes et les femmes politiques au pouvoir ne changent pas et le projet politique reste le même pour l'éducation : reproduire les élites et diminuer les dépenses.